

Publications périodiques

Comptes annuels

BPIFRANCE REGIONS

Société Anonyme au capital de 4 800 000 €.

Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.

319 997 466 R.C.S. Créteil

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 2018.**I. — Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2017.**

(En euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées	1	194 472 499	189 854 693
Créances sur les établissements de crédit	2	94 454 830	193 463 495
Opérations avec la clientèle		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	230 990 043	127 129 138
Actions et autres titres à revenu variable	1	141 748 479	95 916 974
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		0	0
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Aides au financement de l'innovation		0	0
Autres actifs	3	26 999 709	22 151 827
Comptes de régularisation	4	21 808	64 980
Total de l'actif		688 687 368	628 581 107

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques Centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	5	2 930 803	3 232 196
Opérations avec la clientèle		0	0
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	6	93 198 790	508 772
Comptes de régularisation	7	26 332 790	21 689 484
Provisions	8	0	90 761 659
Dettes subordonnées		0	0
Fonds de garantie publics	9	440 839 221	417 418 677
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	10	100 907 038	72 974 148
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG	11	24 478 726	21 996 171
Capital souscrit		4 800 000	4 800 000
Primes d'émission		612 417	612 417
Réserves		16 580 000	14 505 000
Report à nouveau		3 754	3 533
Résultat de l'exercice		2 482 555	2 075 221
Total du passif		688 687 368	628 581 107

Hors-bilan	Note	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	12	988 370 851	899 633 569
Engagements sur titres			
Engagements reçus			

Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.

(En euros.)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	13	5 783 789	5 308 620
Intérêts et charges assimilées		-254 414	-14 372
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)		0	0
Commissions (charges)		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-449	690
Autres produits d'exploitation bancaire		92 940	98 003
Autres charges d'exploitation bancaire		-14 485	-10 131
Produit net bancaire		5 607 381	5 382 810
Charges générales d'exploitation	14	-1 828 661	-2 144 676
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
Résultat brut d'exploitation		3 778 720	3 238 134
Coût du risque		0	0
Résultat d'exploitation		3 778 720	3 238 134
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		3 778 720	3 238 134
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-1 296 165	-1 162 913
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		2 482 555	2 075 221

III. — Annexe comptable au 31 décembre 2017.

Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Présentation des comptes

Le compte de résultat est présenté comme les exercices précédents en distinguant :

- l'activité défiscalisée des fonds de garantie gérés par Bpifrance Régions ;
- l'activité fiscalisée de Bpifrance Régions ne reprend donc ni les produits ni les charges des fonds de garantie. Cette présentation du compte de résultat s'appuie sur cinq soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres de placement

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêt des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Méthode d'évaluation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés se décomposent en :

- immobilisations incorporelles : logiciels acquis, développés ou en cours de développement.
Les immobilisations incorporelles sont amorties dès leur mise en exploitation sur une durée économique de 5 ans ;
- immobilisations corporelles :
Bpifrance Régions ne détient aucune immobilisation corporelle.

Principes et méthodes comptables d'évaluation des opérations génératrices d'un risque de crédit**Principe de ventilation des encours**

L'activité de Bpifrance Régions est marquée par sa position de partenaire des banques. Aussi, les critères de classement retenus pour les engagements hors bilan ont été arrêtés selon l'information en possession de Bpifrance Régions. Depuis 2015, les encours des clients déclarés en défaut par la banque partenaire sont classés en encours sains sous surveillance (Watch List).

Les encours douteux correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions détient une information de défaut sur la contrepartie. Une provision est calculée à partir des données statistiques d'évaluation de la perte avérée.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions est informé de la mise en jeu de sa garantie soit pour déchéance du terme ou survenance d'une procédure collective.

Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés

L'établissement financier assure la gestion du contentieux et fait jouer les garanties réelles ou personnelles qu'il a pu obtenir. Bpifrance Régions l'indemnise au terme de ce processus, en intégrant des intérêts intercalaires annuels calculés sur la créance et sur la durée du portage.

Provisions sur encours de Bpifrance Régions

La provision au bilan correspond à la perte en capital ainsi que les intérêts contractuels couverts par la garantie de Bpifrance Régions. Le risque d'appel en garantie de Bpifrance Régions est provisionné pour chaque dossier en contentieux, dès lors qu'une déchéance ou une procédure collective est prononcée. Afin d'améliorer la couverture du risque, il a été mis en place, en 2007, une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles. Cette méthode, fondée sur l'observation des sinistres indemnisés sur les exercices antérieurs, permet de couvrir l'ensemble des dossiers tombés en contentieux.

Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré

L'actualisation des pertes prévisionnelles n'a pas été calculée en raison du faible montant de ces provisions et de l'absence d'information sur le profil de décaissements à venir pour les sinistres connus.

Fonds de garantie

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, les régions mettent à la disposition de Bpifrance Régions des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part. L'aide à l'innovation est réalisée par l'intermédiaire de Bpifrance Financement.

Les ressources accordées par les régions figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes, charges et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés pour ces activités d'intérêt économique général sont :

- au passif, les fonds de garantie (cf. note 9), les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 10) ;
- au hors bilan, les garanties données (cf. note 12).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dettes puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont classés au passif du bilan dans les rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics ».

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance Régions des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est classé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « Ressources d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses, subventions décaissées).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 9.2 et 10.2 ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

Principe de rattachement des produits et des charges

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

Engagements sociaux

Aucun engagement de retraite n'a été constaté puisque la société Bpifrance Régions n'emploie pas de personnel.

Note 1. – Portefeuille titres

1.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2017

(En euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2016	189 854 693	127 129 138	95 925 251
Entrées et autres mouvements (1)	5 618 599	252 790 850	46 000 001
Sorties	-1 000 000	-147 979 000	0
Variation des créances rattachées	-793	-950 945	0
Montant brut au 31/12/2017	194 472 499	230 990 043	141 925 252
Dépréciations cumulées au 31/12/2017 (2)	0	0	-176 773
Montant net au 31/12/2017	194 472 499	230 990 043	141 748 479

(1) Y compris amortissement des surcotes/décotes

(2) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Les titres détenus en emploi des Fonds de Garantie s'élèvent à 493 253 031 €.

Les titres détenus en emploi des Fonds de Garantie Régionaux à l'innovation s'élèvent à 48 658 245 €.

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2017

(En euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	1 026 021	61 893 523	128 696 430	2 856 525	194 472 499
Obligations et autres titres à revenu fixe	83 366 536	86 873 782	10 119 652	49 294 032	1 336 041	230 990 043
	83 366 536	87 899 803	72 013 175	177 990 462	4 192 566	425 462 542
	421 269 976					

1.2. – Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En euros.)	31/12/2017					31/12/2016	
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total	Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés		
Placement	0	0	0	0	141 748 479	141 748 479	95 916 974
Investissement	194 472 499	94 485 045	136 504 998	0	0	425 462 542	316 983 831
Total	194 472 499	(*) 230 990 043		141 748 479		567 211 021	412 900 805

(*) Dont :

- Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : 0,0

- Titres émis par d'autres émetteurs : 230 990 043 €

1.3. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2017

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	141 925 252	141 748 479	-176 773	-176 773	0
Titres d'investissement	425 462 542	447 159 342	21 696 800		

Le portefeuille se décompose entre Fonds propres et Fonds de garantie :

Fonds Propres (En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	1 999 995	1 999 546	-449	-449	0
Titres d'investissement	23 476 522	24 076 624	600 102		

Fonds de Garantie (En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	139 925 257	139 748 933	-176 324	-176 324	0
Titres d'investissement	401 986 020	423 082 717	21 096 697		

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes à vue	94 454 830	193 463 495
Total	94 454 830	193 463 495

Note 3. – Autres actifs

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Régions - Dotation à recevoir sur fonds de garantie	26 922 981	22 005 600
Fonds de garantie des dépôts	50 875	66 875
Clients commissions	25 853	54 490
Créances fiscales	0	24 862
Total	26 999 709	22 151 827

Note 4. – Comptes de régularisation - Actif

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Commissions à recevoir (Cut-Off)		
Sur fonds propres	9 223	2 391
Sur fonds de garantie	9 222	2 391
Produits à recevoir sur fonds en gestion pour compte de tiers	3 363	60 198
Total	21 808	64 980

Note 5. – Dettes sur les établissements de crédit

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes à vue	2 930 803	3 232 196
Total	2 930 803	3 232 196

Note 6. – Autres passifs

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts et taxes	139 018	98 861
Créditeurs divers	9 034	11 423
Contentieux à payer sur fonds de garantie (*)	90 652 250	0
Régions - Dotations à restituer sur fonds de garantie	2 398 488	398 488
Total	93 198 790	508 772

(*) Reclassement des contentieux du poste Provisions au poste Autres passifs

Note 7. – Comptes de régularisation - Passif

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Charges d'exploitation à payer	1 447 307	224 672
Commissions constatées d'avance (Cut-off)		
Sur fonds propres	864 199	922 005
Sur fonds de garantie	864 036	921 803
Commissions perçues d'avance (commissions uniques et uniques simplifiées)	23 157 248	19 621 004
Total	26 332 790	21 689 484

Note 8. – Provisions pour risques (affectant les fonds de garantie)

(En euros.)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises Disponibles	Transfert	Solde au 31/12/2017
Provisions pour risques (*)	90 761 659	0	0	0	-90 761 659	0

(*) Reclassement des contentieux du poste Provisions au poste Autres passifs

Note 9. – Evolution des fonds de garantie

9.1. – Situation comptable des Fonds de Garantie Régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2016	Dotations 2017	Remboursements et redéploiements 2017	Résultats 2017	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2017	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Midi-Pyrénées	19 016 354		-7 163 626	36 561	11 889 289	1 954 356	13 843 645
Région Haut-Rhin	49 607		-39 365	4 337	14 579	150 713	165 292
Région PACA	9 140 877			90 885	9 231 762	718 478	9 950 240
Auvergne	8 218 191			55 639	8 273 830	1 828 091	10 101 921
Pays de Loire	33 308 429			-1 511 144	31 797 285	6 781 736	38 579 021
Poitou-Charentes	4 799 198		-1 935 822	132 143	2 995 519	1 072 521	4 068 040
Champagne-Ardenne	5 853 012		-1 763 048	-129 890	3 960 074	1 427 210	5 387 284
Seine et Marne	236 449			6 019	242 468	30 427	272 895
Gironde fac33	38 019			2 222	40 241	60 427	100 668
Picardie	6 304 920		-4 271 487	49 069	2 082 502	1 336 772	3 419 274

Région Centre	6 917 810			-4 768	6 913 042	2 542 021	9 455 063
Centre-Val de Loire	2 129 119	500 000		9 497	2 638 616	25 803	2 664 419
Lorraine	15 518 772		-1 092 534	237 079	14 663 317	6 339 630	21 002 947
Corse	17 962 710			290 050	18 252 760	1 560 232	19 812 992
Alsace	4 494 400		-279 531	-81 923	4 132 946	1 497 372	5 630 318
Haute-Normandie	3 694 513			-209 519	3 484 994	1 489 525	4 974 519
Franche-Comté	8 405 401		-1 550 000	263 041	7 118 442	1 760 944	8 879 386
Moselle	16 728			33 687	50 415	78 858	129 273
Ile-de-France	108 104 935	4 761 905		-1 430 159	111 436 681	25 631 345	137 068 026
Sarthe	469 888		-344 983	3 348	128 253	4 114	132 367
Aquitaine	5 236 857		-2 844 498	-41 008	2 351 351	1 811 701	4 163 052
Paris	5 977 445			79 277	6 056 722	1 241 384	7 298 106
Basse-Normandie	8 457 115			22 954	8 480 069	1 353 235	9 833 304
Languedoc-Roussillon	5 103 144		-2 120 556	128 791	3 111 379	1 297 188	4 408 567
Région Bas-Rhin	1 461 813			-18 793	1 443 020	192 972	1 635 992
Région Bretagne	22 996 670	500 000		-497 745	22 998 925	5 068 960	28 067 885
Bourgogne	6 397 333		-850 000	-162 024	5 385 309	1 640 358	7 025 667
Nord-Pas-de-Calais	7 367 277		4 271 487	288 166	11 926 930	6 989 857	18 916 787
Rhône-Alpes	24 091 714			-994 105	23 097 609	6 337 620	29 435 229
Limousin	6 421 931		-2 409 680	-40 430	3 971 821	2 207 129	6 178 950
Assurance des fds reg	50 977 357	2 426 993	-34 096	501 783	53 872 037		53 872 037
Fip Franche-Comté	306 561			2 238	308 799		308 799
Rhône-Alpes FRERA	2 984 758			57 924	3 042 682	1 148 714	4 191 396
Hauts-de-France	11 756 394			92 305	11 848 699	223 745	12 072 444
Normandie	3 202 976	1 000 000		42 346	4 245 322	18 877	4 264 199
Auvergne Rhône-Alpes		4 762 000		51 028	4 813 028		4 813 028
Occitanie		9 284 182		56 513	9 340 695		9 340 695
Bourgogne Franche-Comté		952 380	2 400 000	12 118	3 364 498		3 364 498
Grand Est		7 619 048	3 135 113	20 966	10 775 127		10 775 127
Nouvelle Aquitaine		2 857 143	7 190 000	10 373	10 057 516		10 057 516
Réunion		1 000 000		668	1 000 668		1 000 668
Total	417 418 677	35 663 651	-9 702 626	-2 540 481	440 839 221	85 822 315	526 661 536

9.2. – Résultat des Fonds de Garantie Régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus- values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions pré- contentieuses	Résultats
Midi-Pyrénées	162 489		194 821	59 251	-230 857	-149 143	36 561
Région Haut-Rhin	1 714		-13	2 636			4 337
Région PACA	96 391	786	44 773	12 770	-88 487	24 652	90 885
Auvergne	97 530		76 718	51 110	-140 262	-29 457	55 639
Pays de Loire	234 726		346 984	1 163 700	-2 279 891	-976 663	-1 511 144
Poitou-Charentes	55 521		37 754	105 077	-75 150	8 941	132 143
Champagne-Ardenne	56 515		60 894	162 394	-372 621	-37 072	-129 890
Seine et Marne	2 635		24	3 360			6 019
Gironde fac33	972		69	1 181			2 222
Picardie	39 477		26 540	35 678	-17 562	-35 064	49 069
Région Centre	93 043		115 784	259 892	-383 986	-89 501	-4 768
Centre-Val de Loire	20 449		14 852			-25 804	9 497
Lorraine	215 366		199 464	1 081 204	-674 447	-584 508	237 079
Corse	190 452		181 092	14 195	2 322	-98 011	290 050
Alsace	57 345		55 014	65 193	-296 101	36 626	-81 923
Haute-Normandie	49 804		50 950	220 317	-352 011	-178 579	-209 519
Franche-Comté	97 635		116 493	839 886	-846 743	55 770	263 041
Moselle	1 292		-49	37 723	-5 279		33 687
Ile-de-France	1 289 085		2 200 071	787 689	-4 299 739	-1 407 265	-1 430 159
Sarthe	2 081		1 181	86			3 348
Aquitaine	63 467		28 044	-203 216		70 697	-41 008
Paris	70 487		22 924	49 124	-28 799	-34 459	79 277
Basse-Normandie	94 699		128 373	-217 420	-56 853	74 155	22 954
Languedoc-Roussillon	51 753		36 768	208 127	-153 856	-14 001	128 791
Région Bas-Rhin	16 039		24	11 832	-46 688		-18 793

Région Bretagne	272 517		302 024	-214 161	-674 129	-183 996	-497 745
Bourgogne	73 486		76 521	-49 860	-298 403	36 232	-162 024
Nord-Pas-de-Calais	180 549		156 216	817 997	-938 694	72 098	288 166
Rhône-Alpes	288 895		323 191	-82 840	-1 272 116	-251 235	-994 105
Limousin	80 810		74 113	114 712	-333 356	23 291	-40 430
Assurance des fds reg	501 783						501 783
Fip Franche-Comté	2 988		-750				2 238
Rhône-Alpes FRERA	41 162		5 077	91 640	-107 647	27 692	57 924
Hauts-de-France	116 025		107 735	-161 308		29 853	92 305
Normandie	35 565		25 658			-18 877	42 346
Auvergne Rhône-Alpes	32 122		18 906				51 028
Occitanie	53 094		3 419				56 513
Bourgogne Franche-Comté	10 058		2 060				12 118
Grand Est	19 109		1 857				20 966
Nouvelle Aquitaine	10 373						10 373
Réunion	668						668
Total	4 780 171	786	5 035 576	5 267 969	-13 971 355	-3 653 628	-2 540 481

Note 10. – Evolution des Fonds Régionaux Innovation

10.1. – Situation comptable des Fonds Régionaux à l'Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2016	Dotations 2017	Remboursements et redéploiements 2017	Reversement au fonds d'assurance	Résultats 2017	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2017	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Limousin								
Subventions	538 352		310 289		-234 325	614 316		614 316
PTZI	3 907 190		-34 905	1 745	-266 498	3 607 532	504 881	4 112 413
AR	1 223 798		-275 384	13 769	-10 841	951 342		951 342
Franche-Comté								
Subventions	5 314 365		-1 244 412		-1 369 944	2 700 009		2 700 009
PTZI	2 002 725		-751 428	37 571	-72 046	1 216 822	67 000	1 283 822
AR	1 465 869		-39 311	1 966	-310 029	1 118 495	705 967	1 824 462
Franche-Comté fiso								
Subventions								
PTZI								
AR	128 794		-62 143	3 107	9	69 767	50 000	119 767
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions		3 145 000	1 804 750		-391 044	4 558 706		4 558 706
PTZI		1 000 000	500 000	-75 000	-9 000	1 416 000		1 416 000
AR		1 000 000	500 000	-75 000	-4 428	1 420 572		1 420 572
Paris								
Subventions	2 800 246	2 500 000	372 269		-2 376 051	3 296 464		3 296 464
PTZI	671					671		671
AR	2 897 892				-462 828	2 435 064	674 352	3 109 416
Pays de Loire								
Subventions	4 304 796	3 000 000	53 403		-2 823 779	4 534 420		4 534 420
PTZI								
AR								
Franche-Comté Doubs								
Subventions	176 807		-68 287		5 008	113 528		113 528
PTZI								
AR	621					621		621
Franche-Comté CAGB								
Subventions	361 805	400 000	68 189		-116 010	713 984		713 984
PTZI								
AR	201 875		100 000	-5 000	-31 627	265 248	76 500	341 748
Franche-Comté Haute-Saône								
Subventions	32 205				-9 000	23 205		23 205
PTZI								
AR	151 589			-3 593	-25 315	122 681	24 282	146 963
Franche-Comté Jura								
Subventions	93 940				-13 004	80 936		80 936
PTZI								
AR								
Franche-Comté Agglo de Montbéliard								

Subventions	29 293					29 293		29 293
PTZI								
AR	147 933					147 933		147 933
Franche-Comté Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR	110 016		-43 571		54 809	121 254		121 254
Franche-Comté Agglo de Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR	208 941				52 469	261 410		261 410
Ile de France								
Subventions	4 577 072	11 000 000			-6 895 306	8 681 766		8 681 766
PTZI								
AR	2 821 125	6 500 000		-325 000	-255 114	8 741 011	202 830	8 943 841
Nouvelle Calédonie								
Subventions	265 240				-214 425	50 815		50 815
PTZI	194 057					194 057		194 057
AR	388 116					388 116		388 116
Bretagne								
Subventions	628 487	750 000			-668 890	709 597		709 597
PTZI								
AR								
Lorraine								
Subventions	681 773		227 067		-607 290	301 550		301 550
PTZI	3 166 989		171 429	-8 575	-454 183	2 875 660	518 180	3 393 840
AR	3 482 962		214 464	-10 723	-374 613	3 312 090	521 900	3 833 990
Lorraine fiso								
Subventions								
PTZI	95 127		-100 000	5 000		127		127
AR	95 127		-100 000	5 000		127		127
Alsace								
Subventions	2 664 796		-97 423		-1 570 472	996 901		996 901
PTZI	1 991 566		-500 000	25 000	-15 147	1 501 419		1 501 419
AR	4 699 829		-485 200	24 260	-263 169	3 975 720	225 000	4 200 720
Grand Est								
Subventions		1 941 918	373 927			2 315 845		2 315 845
PTZI		5 340 354	2 070 351	-243 918	-9 900	7 156 887		7 156 887
AR		4 417 728	1 294 690	-172 960	-9 000	5 530 458		5 530 458
Haute-Normandie								
Subventions	8 142				-10 000	-1 858		-1 858
PTZI	181 599				4 784	186 383	152 000	338 383
AR	852 898				-1 348	851 550	92 750	944 300
Languedoc-Roussillon								
Subventions	225 914		479 938		-560 171	145 681		145 681
PTZI	7 507 320		1 644 810	-82 240	-437 063	8 632 827	360 000	8 992 827
AR	4 076 852		366 601	-18 330	-309 777	4 115 346	369 792	4 485 138
Languedoc-Roussillon fiso								
Subventions								
PTZI	62 442	70 000		-3 500	-4 947	123 995		123 995
AR	423 229	210 000		-10 500	-12 525	610 204		610 204
Champagne-Ardenne								
Subventions	13 721	300 000	-314 611			-890		-890
PTZI	322 121	240 000	-397 857	7 893	-1 506	170 651		170 651
AR	45 508	400 000	-410 714	536	-145	35 185		35 185
PACA								
Subventions	2 852 695	2 000 000			-2 857 500	1 995 195		1 995 195
PTZI	413 958				-389	413 569		413 569
AR	983 589	2 000 000		-100 000	-58 000	2 825 589		2 825 589
PACA fiso								
Subventions								
PTZI	278 016		-31 500	1 575	-8 452	239 639		239 639
AR	273 264		31 500	-1 575	-11 200	291 989		291 989
Basse-Normandie								
Subventions	-185					-185		-185
PTZI	173 413				3 349	176 762	104 500	281 262
AR	59 481					59 481		59 481
Normandie								
Subventions	234 856	310 000			-350 997	193 859		193 859
PTZI	1 316 724	820 000	-117 000	-35 150	-237 094	1 747 480	100 000	1 847 480
AR	816 602	870 000	117 000	-49 350	-212 085	1 542 167	80 000	1 622 167
Total	72 974 148	48 215 000	5 626 931	-1 092 992	-24 816 049	100 907 038	4 829 934	105 736 972

10.2. – Résultat des Fonds Régionaux à l'Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Frais de gestion	Coûts de liquidité	Commissions de risques	Décassement des subventions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Résultats
Limousin								
Subventions		-33 114			-201 211			-234 325
PTZI		-83 538	-38 003			-89 998	-54 959	-266 498
AR			-10 841					-10 841
Franche-Comté								
Subventions		-81 322			-1 288 622			-1 369 944
PTZI			-5 046			-67 000		-72 046
AR		3 048	-9 109			-303 968		-310 029
Franche-Comté fiso								
Subventions								
PTZI								
AR			-4				13	9
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions		-111 444			-279 600			-391 044
PTZI		-9 000						-9 000
AR		-4 428						-4 428
Paris								
Subventions		-132 473			-2 243 739		161	-2 376 051
PTZI								
AR		28 488	-30 386			174 549	-635 479	-462 828
Pays de Loire								
Subventions		-152 100			-2 671 691		12	-2 823 779
PTZI								
AR								
Franche-Comté Doubs								
Subventions					5 008			5 008
PTZI								
AR								
Franche-Comté CAGB								
Subventions		-8 160			-107 850			-116 010
PTZI								
AR		-4 200	-927			-26 500		-31 627
Franche-Comté Haute-Saône								
Subventions					-9 000			-9 000
PTZI								
AR			-1 034			-24 281		-25 315
Franche-Comté Jura								
Subventions					-13 004			-13 004
PTZI								
AR								
Franche-Comté Agglo de Montbéliard								
Subventions								
PTZI								
AR								
Franche-Comté Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR			-1 191			56 000		54 809
Franche-Comté Agglo de Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR		-2 400	-1 131			56 000		52 469
Ile de France								
Subventions		-445 833			-6 449 473			-6 895 306
PTZI								
AR		-47 365	-4 946			-202 830	27	-255 114
Nouvelle Calédonie								
Subventions		-13 730			-200 695			-214 425
PTZI								
AR								
Bretagne								
Subventions		-47 160			-621 730			-668 890
PTZI								
AR								
Lorraine								
Subventions		-21 474			-585 816			-607 290
PTZI		-83 700	-32 414			-338 180	111	-454 183

AR		-65 700	-23 040			127 100	-412 973	-374 613
Lorraine fiso								
Subventions								
PTZI								
AR								
Alsace								
Subventions		-258 390			-1 312 082			-1 570 472
PTZI			-15 147					-15 147
AR		-25 674	-12 495			-225 000		-263 169
Grand Est								
Subventions								
PTZI		-9 900						-9 900
AR		-9 000						-9 000
Haute-Normandie								
Subventions					-10 000			-10 000
PTZI			-3 216			8 000		4 784
AR			-2 598			1 250		-1 348
Languedoc-Roussillon								
Subventions		-26 040			-534 131			-560 171
PTZI		-134 100	-45 963			-165 000	-92 000	-437 063
AR		-49 710	-9 180	28 905		-279 792		-309 777
Languedoc-Roussillon fiso								
Subventions								
PTZI		-4 800	-147					-4 947
AR		-20 220	-15	7 710				-12 525
Champagne-Ardenne								
Subventions								
PTZI			-1 506					-1 506
AR			-145			35 000	-35 000	-145
PACA								
Subventions		-190 500			-2 667 000			-2 857 500
PTZI			-389					-389
AR		-58 000						-58 000
PACA fiso								
Subventions								
PTZI		-8 000	-452					-8 452
AR		-11 200						-11 200
Basse-Normandie								
Subventions								
PTZI			-2 151			5 500		3 349
AR								
Normandie								
Subventions		-25 368			-325 629			-350 997
PTZI		-133 740	-3 354			-100 000		-237 094
AR		-91 920	-165				-120 000	-212 085
Total	0	-2 372 167	-254 995	36 615	-19 516 265	-1 359 150	-1 350 087	-24 816 049

Note 11. – Capitaux propres

(En euros.)	31/12/2016	Affectation du résultat 2016	Autres mouvements	31/12/2017
Capital	4 800 000	0	0	(2) 4 800 000
Primes d'émission	612 417	0	0	612 417
Réserve légale	480 000	0	0	480 000
Autres réserves	14 025 000	2 075 000	0	16 100 000
Report à nouveau	3 533	221	0	3 754
Résultat de l'exercice	2 075 221	-2 075 221	(1) 2 482 555	2 482 555
Total	21 996 171	0	2 482 555	24 478 726

(1) Résultat 2017

(2) Le capital social est composé de 240 000 actions d'une valeur nominale de 20 €

La répartition du capital est la suivante :

	31/12/2017
Bpifrance Financement	98,99 %
CMGM	1,00 %
Autres	0,01 %

Note 12. – Engagements hors bilan des Fonds de Garantie

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Midi-Pyrénées	25 670 920	30 365 422
Région Haut-Rhin	1 929	6 327
Région PACA	7 528 924	5 932 487
Auvergne	9 125 289	11 483 266
Pays de Loire	46 747 643	50 652 824
Poitou-Charentes	4 734 875	5 460 785
Champagne-Ardenne	7 507 573	9 739 032
Seine et Marne	1 246	4 865
Gironde fac33	9 267	17 188
Picardie	2 536 033	3 711 231
Région Centre	11 441 690	15 625 526
Centre-Val de Loire	3 548 116	
Lorraine	24 718 481	27 643 565
Corse	23 719 006	29 328 589
Alsace	7 495 392	7 174 897
Haute-Normandie	4 955 802	7 231 282
Franche-Comté	11 635 075	11 681 939
Moselle	0	5 697
Ile-de-France	391 684 958	321 053 619
Sarthe	106 809	166 979
Aquitaine	3 265 748	4 778 380
Paris	2 681 308	4 372 048
Basse-Normandie	15 801 858	21 009 073
Languedoc-Roussillon	5 226 268	5 766 794
Région Bas-Rhin	7 939	29 535
Région Bretagne	41 933 724	37 967 517
Bourgogne	9 722 674	11 505 195
Nord-Pas-de-Calais	16 560 701	24 154 200
Rhône-Alpes	33 517 396	41 631 430
Limousin	8 160 889	11 331 114
Fip Franche-Comté	0	
Fip Poitou-Charentes	0	70 015
Rhône-Alpes FRERA	406 049	1 001 339
Hauts-de-France	32 275 427	10 650 059
Normandie	10 678 722	243 750
Auvergne Rhône-Alpes	13 225 240	0
Occitanie	5 772 089	0
Bourgogne Franche-Comté	2 669 000	0
Grand Est	4 527 692	0
Nouvelle Aquitaine	0	0
Réunion	0	0
Autres Fonds	42 876	0
Engagements fonds de garantie	789 644 628	711 795 969
Engagements douteux fonds de garantie	110 594 614	108 717 968
Total engagements des fonds de garantie	900 239 242	820 513 937
Fonds Régionaux de l'Innovation-FRGI	83 301 620	75 648 848
Engagements douteux fonds de garantie à l'Innovation	4 829 989	3 470 784
Total engagements des fonds de garantie à l'innovation	88 131 609	79 119 632
Total général engagements des fonds de garantie	(1) 988 370 851	899 633 569

(1) Dont 257 533 418 € d'engagements donnés à Bpifrance Financement.

Le montant des engagements donnés figurant au hors-bilan représente le montant cumulé des risques pris par Bpifrance Régions au 31 décembre 2017. La part des engagements autorisés non utilisés qui correspond aux encours non mis en place par les partenaires bancaires s'élève à 104 millions d'euros.

Ventilation des engagements hors bilan au 31 décembre 2017**Par grands types de contrepartie**

(En euros.)	Sociétés	Entrepreneurs individuels	Administrations	Particuliers	Autres	Total
Engagement de garantie	872 903 372	0	42 876	0	0	872 946 248
Engagement de garantie douteux compromis	115 424 603	0	0	0	0	115 424 603

Par secteurs d'activité économique

(En euros.)	Industrie	Commerce	Services	Tourisme	BTP	Total
Engagement de garantie	115 491 997	102 653 372	530 436 452	101 915 076	22 449 351	872 946 248
Engagement de garantie douteux compromis	25 678 834	19 613 589	52 653 084	10 200 690	7 278 406	115 424 603

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit	531 130	661 894
Opérations avec la clientèle (commissions de garantie)	5 025 270	4 437 400
Opérations sur titres	227 389	209 326
Total	5 783 789	5 308 620

Note 14. – Charges générales d'exploitation

(En euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Convention de prestations de services avec Bpifrance Financement	-1 559 664	-1 742 533
Autres frais administratifs	-268 997	-402 143
Total	-1 828 661	-2 144 676

Note 15. – Rémunérations allouées aux organes de direction et d'administration

Au titre de leurs mandats exercés au sein de Bpifrance Régions, les mandataires sociaux n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

Note 16. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance Régions (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

(En euros.)	31/12/2017						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois	0	2 291 704	2 291 704	237 123	2 054 581	2 291 704	223 698
Pyrénées Atlantiques	0	731 818	731 818	141 243	590 575	731 818	604 916
Midi Pyrénées - Tempête Bois	0	66 161	66 161	0	66 161	66 161	0
PACA	0	128 288	128 288	0	128 288	128 288	0

Lorraine Garantie - Immo	7 996	585 341	593 337	0	593 337	593 337	0
Lorraine Garantie - Relais Loyers	0	106 551	106 551	0	106 551	106 551	0
Total	7 996	3 909 863	3 917 859	378 366	3 539 493	3 917 859	828 614

Note 17. – Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 18. – Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Bpifrance SA (Groupe)

27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
507 523 678 RCS Créteil

Bpifrance Financement (Sous-groupe)

27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
320 252 489 RCS Créteil

Les états financiers consolidés des sociétés visées ci-dessus sont disponibles sur le site : www.bpifrance.fr

IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à répartir	2 482 555,15 €
Report à nouveau	3 754,09 €
Soit un solde disponible de	2 486 309,24 €
Aucune dotation à la réserve légale	
Dotations aux autres réserves	2 485 000 €
Aucune distribution de dividendes	
Report à nouveau créditeur	1 309,24 €

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Bpifrance Régions SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et principes comptables

Les « règles de présentation et d'évaluation » présentées en annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux fonds de garantie gérés par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables**Provisionnement du risque de crédit**

Votre société constitue des provisions pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités, tel que décrit dans le paragraphe « Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques au passif du bilan.

Valorisation des titres et instruments financiers

Votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les « règles de présentation et d'évaluation » ainsi que la note 1 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux titres et aux instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de Bpifrance Régions SA, à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Courbevoie, le 22 mai 2018

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Ulrich Sarfati
Associé

Mazars
Matthew Brown
Associé

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du Tribunal de Commerce de Créteil.